

ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Attractivité économique de la France Question au Gouvernement n° 1923

Texte de la question

ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE

- M. le président. La parole est à M. Denis Masséglia.
- M. Denis Masséglia. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, hier, le cabinet A. T. Kearney dévoilait une étude...
- M. Éric Straumann. Il a travaillé pour qui, ce cabinet ?
- **M. Denis Masséglia.** ...selon laquelle la France se classe parmi les cinq pays les plus attractifs pour les investisseurs étrangers.
- M. Pierre Cordier. Ca ne se voit pas!
- **M. Denis Masséglia.** En dix-sept ans d'existence de ce classement reconnu, c'est la première fois que la France y atteint un tel niveau.

Cette donnée, outre d'autres récemment publiées par l'INSEE, vient conforter la politique menée depuis deux ans...

- M. Sébastien Jumel. Et les gilets jaunes ?
- **M. Denis Masséglia.** ...au service des entreprises, de l'économie et de l'emploi dans notre pays. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*
- M. Éric Straumann. On parle de consultants qui travaillaient pour Macron! Renvoi d'ascenseur!
- M. Denis Masséglia. Les réformes conduites pendant cette période portent leurs fruits, qu'il s'agisse des ordonnances travail, de la réforme de l'apprentissage, de la loi PACTE, que vous avez défendue, ou encore de la baisse progressive du taux d'imposition sur les sociétés, destinée à ramener celui-ci dans la moyenne européenne.

Mme Valérie Boyer. Allô, allô!

M. Denis Masséglia. Toutes ces mesures redonnent confiance à celles et ceux qui développent notre économie ; elles encouragent les entrepreneurs à se construire et à grandir ici, en France ; elles mettent en lumière un environnement particulièrement favorable grâce à des travailleurs qualifiés et à des infrastructures de

très haut niveau. Lors de la première édition du sommet Choose France, qui s'est tenue à Versailles en 2018, près de 3,5 milliards d'euros d'investissements avaient été annoncés, correspondant à près de 1 700 investissements étrangers.

Mais nous devons rester conscients de tout ce qu'il nous reste à faire : il ne faut pas cesser de donner à nos entreprises les moyens de se développer, de créer de l'emploi, de saisir les opportunités qui s'offrent à elles, de mieux former leurs salariés, pour leur permettre d'investir à leur tour. Nous devons aussi travailler à améliorer notre balance commerciale...

Un député du groupe LR. Alors changez de politique!

M. Denis Masséglia. ...et à développer les emplois et les industries de demain.

Monsieur le ministre, quelles mesures le Gouvernement compte-t-il mettre en œuvre pour poursuivre cette dynamique et, ainsi, continuer de remettre la France sur la bonne voie ? (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LaREM.)

- M. Pierre Cordier. Et la balance commerciale, alors ?
- M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances, et à lui seul.
- M. Patrick Hetzel. 2 % à la primaire de la droite !
- M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances. Notre majorité peut être fière de voir que notre politique économique donne des résultats.(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM. Exclamations sur les bancs du groupe LR.)
- M. Éric Straumann. Les consultants du cabinet travaillaient pour Macron!
- M. Bruno Le Maire, ministre. Je comprends que cela agace certains sur les bancs de l'opposition, mais ils devraient plutôt s'enorgueillir des résultats obtenus par l'économie française! (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. Exclamations sur les bancs des groupes LR et GDR.) La France entre dans le groupe des cinq pays les plus attractifs au monde en matière d'investissement: c'est une source de fierté nationale. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.) Pour la première fois, nous avons un niveau de croissance moyen supérieur à la moyenne de la croissance au sein de la zone euro. (Mêmes mouvements. Exclamations sur les bancs du groupe Fl.)
- M. Éric Coquerel. Et les gilets jaunes ?
- **M. Bruno Le Maire,** ministre. Pour la première fois depuis dix ans, nous commençons d'inverser la courbe du chômage...
- M. Éric Coquerel. Ce n'est pas vrai!
- M. Bruno Le Maire, ministre. ...et nous avons créé 500 000 emplois un demi-million ! en deux ans. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.) Nous avons aussi inversé la tendance s'agissant du montant des impôts qui pèsent sur les ménages français (Protestations sur les bancs du groupe LR), lesquels auront cette année, en moyenne, 840 euros de pouvoir d'achat en plus. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)

Mme Valérie Beauvais. Mensonge!

Mme Frédérique Meunier. C'est faux, archifaux!

M. Bruno Le Maire, ministre. Voilà une incitation à poursuivre dans la même direction. C'est ce qu'a rappelé le Président de la République au cours de sa conférence de presse : nous voulons mener une politique d'offre et de compétitivité, pour rétablir la compétitivité de nos entreprises. Voilà une incitation à mettre immédiatement en œuvre les mesures qui figurent dans le projet de loi PACTE, notamment la simplification des seuils applicables aux PME et aux TPE. Voilà enfin une incitation à fixer un cap à plus long terme. Cela correspond à ce qu'a demandé le Premier ministre avec le pacte productif 2025, lequel doit permettre à notre économie, à nos entreprises, particulièrement nos PME et TPE, et à tous nos salariés de redonner de la prospérité à l'ensemble de la nation française. (Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.)

Données clés

Auteur : M. Denis Masséglia

Circonscription: Maine-et-Loire (5e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1923 Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 15 mai 2019

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 15 mai 2019